



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

GRUPE INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL DU CODEX SUR LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS

Septième session

Pyeongchang, République de Corée, 9-13 décembre 2019

QUESTIONS DÉCOULANT DES ACTIVITÉS D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES COMPÉTENTES

Sont présentées ci-dessous des informations sur les activités de l'Organisation pour la coopération et le développement économique et de l'Organisation mondiale des douanes intéressant le Groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens.

I. ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE)¹

Introduction

1. Face à la préoccupation croissante suscitée dans le monde entier par l'augmentation de la résistance aux antimicrobiens (RAM) et les risques potentiels pour la santé humaine et animale, les consommateurs et les agriculteurs ont été encouragés à réduire l'utilisation des antibiotiques (OMS, 2015). La forte consommation d'antibiotiques est le principal facteur responsable de l'apparition et de la propagation de pathogènes résistants. Les travaux de l'OCDE sur la RAM mettent l'accent sur l'analyse économique comparative et la formulation de recommandations stratégiques qui viennent compléter les activités techniques menées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du Codex. En substance, les analyses effectuées par l'OCDE visent à quantifier le retour économique sur investissement des politiques de lutte contre la RAM chez les animaux d'élevage et chez l'homme afin d'en recenser les plus efficaces et efficaces.

Activités de l'OCDE portant sur la RAM

Agriculture

2. Il est difficile d'évaluer les effets économiques des antibiotiques chez les animaux destinés à la production alimentaire, dans la mesure où les antibiotiques ne sont pas utilisés exclusivement pour traiter les animaux malades, mais également dans le but de prévenir et de maîtriser les maladies, ainsi que d'accélérer la croissance des animaux. De plus, l'usage et, dans certains cas, l'usage inapproprié d'antibiotiques dans l'agriculture animale sont souvent liés au type de système de production ; les niveaux d'utilisation les plus élevés s'observent dans des systèmes de production répondant à des normes sanitaires et de gestion moins strictes. En outre, les données disponibles semblent indiquer un écart croissant en matière d'utilisation des antibiotiques chez les animaux destinés à l'alimentation entre les pays membres de l'OCDE à revenu élevé et les grandes économies émergentes qui possèdent les plus gros cheptels : on observe un recul global dans le premier groupe, et une augmentation continue dans le second.
3. Une autre source de préoccupation est liée au fait que seul un petit nombre de pays dispose d'informations fiables sur l'utilisation des antimicrobiens dans la production d'animaux destinés à l'alimentation. Ces lacunes concernent notamment les données disponibles par espèce (volaille, porcins et bovins), par stade de croissance, par système de production et par classe d'antibiotiques utilisée. En outre, bien qu'en augmentation, les informations relatives à la transmission de la résistance entre animaux et humains, et vice versa, restent peu nombreuses. À ce jour, peu d'études ont été réalisées en vue d'évaluer les avantages et les coûts économiques des antimicrobiens dans

¹ Michael Ryan, Direction des Échanges et de l'agriculture (TAD), et Michelle Cecchini, Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales (ELS).

la production animale moderne, et de définir des solutions de rechange présentant un bon rapport coût-efficacité pour garantir la bonne santé et le bien-être des animaux. Les cadres institutionnels et réglementaires qui régissent dans les pays la disponibilité et l'utilisation des antibiotiques dans la production animale diffèrent sensiblement. Pour les responsables politiques, l'impact sur la productivité dans le secteur de la production de denrées d'origine animale, la santé et le bien-être des animaux, ainsi que les effets potentiels à plus long terme sur la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des aliments, les prix et la transmission de la résistance des animaux à l'homme, et vice versa, constituent les principales sources de préoccupation.

4. Les travaux publiés récemment sur la RAM chez les animaux destinés à la production d'aliments visent à préciser les liens entre l'utilisation des antimicrobiens dans la production et l'émergence de la RAM, et à exposer la nécessité d'étoffer les données sur les incidences économiques de l'utilisation des antimicrobiens (UAM) dans la production animale à l'échelle des exploitations. Plus précisément, ces activités consistent essentiellement à :
 - a) évaluer les avantages économiques et les coûts de l'UAM chez les animaux destinés à la production d'aliments ;
 - b) synthétiser les connaissances actuelles sur la transmission de la RAM des animaux aux humains et des humains aux animaux ;
 - c) synthétiser les avantages économiques et les coûts de l'UAM dans la production de bétail au Brésil et en Chine.
5. Si une grande partie des activités porte sur les pays européens pour lesquels on dispose d'informations et de données plus nombreuses et plus fiables, certains travaux ont également consisté à recueillir et à analyser des informations sur la situation au Brésil et en Chine. Les quatre rapports dont il est question ci-dessus sont consultables sur le site Web de l'OCDE dans la section « OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers » ; il s'agit des numéros 132, 133, 134 et 135.
6. L'axe de travail actuel (2019-20) sur la RAM chez les animaux destinés à la production d'aliments est divisé en deux volets principaux :
 - a) Évaluer les plans d'action nationaux sur la RAM dans la production animale et leçons à tirer.
 - b) Estimer le coût économique des solutions alternatives pour atténuer l'augmentation de la RAM à l'échelle des exploitations.

Santé humaine

7. En novembre 2018, l'OCDE a publié un ouvrage de grande ampleur sur la RAM intitulé « Stemming the Superbug Tide – Just A Few Dollars More » (<https://oe.cd/amr-report>). Dans ce rapport, l'OCDE a utilisé des techniques avancées, notamment l'apprentissage machine, la modélisation d'ensemble et un modèle de microsimulation, afin d'accompagner l'action politique dans le secteur de la santé humaine. Les taux de RAM sont élevés et devraient augmenter selon les prévisions, en particulier pour ce qui est des antibiotiques de deuxième et de troisième intention. Si aucune mesure efficace n'est prise, cela devrait faire peser un fardeau sanitaire et économique important sur les pays de l'OCDE et les 28 États membres de l'Union européenne. Ce fardeau peut être allégé en appliquant des initiatives efficaces de santé publique. Ce rapport passe en revue les politiques actuellement en vigueur dans les pays à revenu élevé et cerne un certain nombre de mesures optimales pour lutter contre la RAM qui fourniraient, si elles étaient menées à plus grande échelle dans un pays, un instrument rentable et à moindre coût pour poursuivre cette lutte.
8. L'OCDE œuvre maintenant dans le domaine de la RAM dans la santé humaine dans l'objectif d'élargir la portée des analyses dans un certain nombre de directions :
 - Appliquer un cadre « Un monde, une santé » en mettant sur pied des modules destinés à reproduire les dynamiques de transmission des infections entre les animaux/l'environnement et les humains.
 - Augmenter le nombre d'infections résistantes incluses dans le modèle, notamment *Salmonellae* (résistantes aux fluoroquinolones) et *Neisseria gonorrhoea* (résistante aux céphalosporines et aux fluoroquinolones). Le modèle actuel comprend huit bactéries et un total de 17 paires antibiotique-bactérie.
 - Augmenter le nombre de politiques évaluées (actuellement au nombre de six) afin d'inclure des initiatives comme les mesures incitatives visant à promouvoir des prescriptions adaptées, la sensibilisation des prescripteurs et les politiques de vaccination.

- Évaluer le coût direct et indirect de la RAM et l'impact des politiques sur le marché du travail et l'économie au sens plus large.
 - Élargir la portée géographique du modèle au-delà des pays de l'OCDE et des 28 États membres de l'Union européenne pour inclure d'autres régions, par exemple, les pays du G20 (Groupe des vingt).
9. L'OCDE génère des données probantes visant à alimenter le dialogue mondial sur les stratégies susceptibles de garantir la pérennité de la recherche-développement (R-D). Elle a passé en revue diverses options en vue de relancer des projets de R-D à diverses étapes, de la recherche fondamentale à l'autorisation de mise sur le marché et à la commercialisation. En collaboration avec l'OMS, la FAO et l'OIE, elle a préparé un document de travail décrivant les grandes lignes d'une plateforme transnationale de promotion fondée sur l'adoption de mesures incitatives en aval et sur une dissociation des investissements consacrés à la recherche-développement et des recettes de ventes, créant ainsi les conditions requises pour la création de la plateforme collaborative du G20 pour la R-D sur la RAM. L'OCDE s'emploie désormais à appuyer le fonctionnement de cette plateforme.

Coopération avec d'autres organisations internationales

10. Les activités de l'OCDE portant sur la RAM viennent compléter les travaux techniques et les activités normatives que mènent actuellement d'autres organisations internationales, y compris le Plan d'action mondial du groupe tripartite (OMS/FAO/OIE) qui encourage chaque pays à élaborer son propre programme de lutte contre la RAM en tenant compte de ses besoins particuliers et de son stade de développement économique.
11. Pour veiller à ce que tous les aspects techniques des activités consacrées à la RAM dans l'agriculture soient conformes aux normes et directives techniques du Codex, de l'OIE et de l'OMS, la Direction des Échanges et de l'agriculture (TAD) a créé un groupe de pilotage pour la recherche en 2017 chargé de guider ses travaux sur la RAM. Le groupe de pilotage se réunit deux fois par an pour passer en revue le travail accompli et y apporter une contribution et un éclairage supplémentaires. Outre les chefs de projet de la TAD et la Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales (ELS), le groupe compte également des spécialistes de l'analyse de l'UAM et de la RAM, des experts nationaux issus des services gouvernementaux, ainsi que des experts de la RAM issus de l'OIE et de la FAO.
12. Enfin, nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre étroite collaboration avec le Codex et de mettre en commun les informations mises en lumière par nos études sur tous les aspects relatifs à la RAM dans la santé humaine, la santé animale et la production alimentaire.

II. ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES (OMD)

1. Aperçu des activités de l'OMD

13. Le programme de l'OMD sur le droit de propriété intellectuelle (DPI), la santé et la sécurité reste attaché à protéger la santé et la sécurité des consommateurs, et continue à lutter contre la contrefaçon et le piratage par diverses activités. La principale activité de l'OMD consiste à faire connaître l'action menée par les services douaniers dans ce domaine, soit auprès d'autres organisations internationales soit en favorisant les activités de renforcement des capacités à l'intention des administrations de ses membres. Le renforcement des capacités consiste en deux volets principaux, à savoir la formation dans le cadre d'ateliers, et l'éducation et la formation dans le cadre d'activités opérationnelles.
14. Notre action vise avant tout à protéger la santé et la sécurité ; les médicaments occupent donc une place prioritaire dans notre programme d'activités. Pour l'heure, toutefois, l'OMD ne mène pas encore d'intervention spécifique ciblant les antibiotiques en vue d'endiguer la RAM. Cette absence est due en partie à la relative nouveauté du phénomène et au manque de connaissance de nos membres sur la RAM, mais aussi au manque d'attention accordée à la question par les autorités sanitaires. Les données sont peu nombreuses dans le domaine de la médecine vétérinaire, ce qui pose d'autres difficultés. Toutefois, notre coopération avec l'OMS et l'OIE a permis d'accroître la sensibilisation à la RAM.
15. L'approche des douanes consiste à effectuer des contrôles sur les importations et les exportations licites à la demande de l'autorité nationale responsable mais également à tenter d'endiguer le commerce illicite d'antibiotiques. C'est au titre de ce dernier volet que l'OMD pourra fournir des renseignements par le biais de sa base de données sur les saisies du Réseau douanier de lutte contre la fraude (CEN) et de son Rapport sur les trafics illicites². Les mesures visant à contrer la RAM devraient donc être considérées dans le cadre de la démarche visant à éliminer toutes les formes de

² <http://www.wcoomd.org/fr/topics/enforcement-and-compliance/resources/publications.aspx>

commerce illicite de médicaments et de produits vétérinaires, en portant une attention accrue aux antibiotiques.

2. Statistiques relatives à la contrefaçon et à l'importation illicite d'antibiotiques

16. Entre le 1^{er} septembre 2018 et le 20 septembre 2019, la base de données du CEN recense 231 cas de saisies d'agents anti-infectieux.

Unité	Agents anti-infectieux
Kg	7 076,30
ML	8 464,50
Autre	54,00
Pièces	130 737 864,00
Sachets	640,00
Comprimés	3 522,00
Cas	231

3. Opérations de grande envergure

17. L'OMD organise des opérations de répression simultanées avec de multiples administrations douanières. Ces opérations visent à évaluer l'ampleur du phénomène de la contrefaçon au niveau mondial tout en procurant une expérience pratique aux fonctionnaires des douanes participant. Nous prévoyons pour 2020 une opération dans la région des Balkans et une autre en Amérique latine. Elles portent toutes deux sur des produits en lien avec le DPI

PANGEA

18. En partenariat avec Interpol, Europol et divers organismes officiels de santé, l'OMD co-organise également l'opération internationale PANGEA, destinée à lutter contre la vente illicite de produits pharmaceutiques en ligne. La prochaine opération est en préparation et une réunion d'organisation se tiendra en octobre 2019 en Argentine.

4. Séminaires nationaux/régionaux

19. L'OMD propose un vaste éventail d'activités de renforcement des capacités, pour l'essentiel des formations relatives à la législation, à la recherche documentaire et à l'identification des produits, avec la coopération du secteur privé. L'Organisation conduit également des missions de diagnostic. Dans ce cadre, des experts de l'OMD se rendent dans les pays pour y évaluer les capacités dont disposent les administrations douanières pour lutter contre les produits de contrefaçon. À la lumière de l'évaluation, qui porte à la fois sur l'assise juridique et sur les dispositions pratiques et procédurales, l'OMD formule une recommandation. Entre septembre 2018 et septembre 2019, l'OMD a organisé plusieurs séminaires et ateliers de formation à l'intention des fonctionnaires de plusieurs administrations de ses pays membres. De même, afin de renforcer le bassin d'experts, un atelier d'accréditation a été organisé dans la région Asie-Pacifique en avril 2019. Bien que le thème de la RAM ne s'inscrive pas encore systématiquement de manière naturelle dans le programme des ateliers, nous essayons de couvrir le plus grand nombre possible d'aspects en lien avec la santé et la sécurité, dont la RAM doit faire partie.

5. Réunion du Groupe sur la contrefaçon et le piratage

20. La réunion annuelle du Groupe de l'OMD sur la contrefaçon et le piratage offre une tribune aux administrations douanières et à d'autres services de maintien de l'ordre pour échanger informations, expériences et pratiques en matière de lutte contre la contrefaçon et le piratage.
21. Lors de sa 15^e réunion les 6 et 7 décembre 2018, les membres ont évoqué les liens qui unissent le crime organisé et la contrefaçon afin de mieux comprendre les enjeux de la lutte contre les contrefacteurs. Les membres et les représentants de l'industrie ont également exposé les défis que représente le commerce électronique en matière d'application du DPI et ont débattu de cette question. Pour ce qui est des perspectives d'avenir, les problèmes liés à l'utilisation de technologies dites de rupture comme les chaînes de blocs, ainsi qu'à la destruction des produits saisis de façon respectueuse de l'environnement ont été abordés.